



EXEMPLE FIL ROUGE

Rhena dresse sa carte en novembre 2026, avant le premier mandat. Le barème de vétusté y est noté « à cadrer », et personne ne s'en saisira avant l'incident de mars 2027.

PAGE 1/2

1 CE QU'ELLE MONTRE · ET L'ÉTAT « À CADRER »

L'ANGLE MORT

L'endroit où l'autonomie s'est déjà glissée sans cadre : un moteur de scoring, une règle d'affectation, une automatisation héritée que plus personne ne surveille comme un agent.

ÉTAT « À CADRER »

Le plus important de la carte : là, une décision se prend déjà sans gouvernance. Une organisation mûre ne vise pas le tout-« Gouverné » ; elle vise zéro « À cadrer » qu'elle ignore.

2 EXEMPLE REMPLI · RHENA · VUE DE PORTEFEUILLE, NOVEMBRE 2026

DOMAINE / PROCESSUS	QUI EXÉCUTE	SOUS QUELLE RÈGLE	QUI RÉPOND	ÉTAT
Sinistres habitation N1, Europe	Agent « ANNA » (N2)	Autonome supervisé, plafond 2 500 €/150 000 € (ACF-13)	Ines Baumgartner	Gouverné
Sinistres habitation N1, filiale américaine	Le même agent, socle distinct	Aucun mandat local, la politique groupe n'engage pas le Delaware	Brian McDouglas	À cadrer (sensible)
Détection de fraude à la déclaration	Modèle de scoring	Classe et priorise de fait, sans mandat écrit	Cellule intégrité	À cadrer
Barème de vétusté et révision tarifaire	Chaîne actuarielle	Révisée une fois l'an, hors gouvernance agentique	Direction technique	À cadrer (sensible)
Refus de garantie, qualification de fraude	Humain	Non délégable, quel que soit le montant	Marek Sobczak	Non délégable
Souscription · réassurance · placements	Humain	—	Responsables métier	Humain



EXEMPLE FIL ROUGE

Rhena dresse sa carte en novembre 2026, avant le premier mandat. Le barème de vétusté y est noté « à cadrer », et personne ne s'en saisira avant l'incident de mars 2027.

PAGE 2/2

3 CE QU'ELLE DONNE À VOIR

LECTURE RHENA

Un seul domaine gouverné pour de bon, et encore d'un seul côté de l'Atlantique ; deux chaînes qui décident déjà sans cadre, le scoring de fraude et le barème de vétusté ; une frontière nette, le refus de garantie ne se délègue pas. La ligne du barème porte la mention « à cadrer » quatre mois avant qu'elle ne coûte 77 400 €.

PROCHAINS ENNUIS

Pas l'agent qu'on surveille, déjà tenu, mais les deux cases « À cadrer » que personne ne regarde comme un agent. Chaque « À cadrer » atterrit au plan d'action (ACF-10).

Le vrai risque n'est pas l'agent qu'on surveille, mais le domaine « À cadrer » que personne ne regarde comme un agent.